

SUR LES PISTES

Dans notre dossier consacré à l'Année Internationale de l'Alphabétisation (AL n°30, juin 90, pp.67 à 122), Raymond MILLOT apportait un témoignage sur l'enseignement de la lecture en Afrique francophone à l'issue d'un premier séjour au Burkina Faso ("**Les sanglots du nasara**". p.87).

À la lumière d'un second séjour dans ce pays, il examine ci-dessous les pistes de réflexion que Jean FOUCAMBERT proposait dans un article de ce même dossier ("**Analphabètes de tous les pays qui ne vous unirez jamais**", p.73) à propos de la lecture dans les pays en voie de développement.

Sous le titre **Analphabètes de tous les pays qui ne vous unirez jamais**, Jean FOUCAMBERT répond à mon vœux : "*imaginer les voies d'une lecturisation appropriée à la réalité africaine*"¹. Il reprend sous un angle nouveau un certain nombre de théories qui nous sont familières et propose, à partir de celles-ci, plusieurs "pistes de réflexion". Un second séjour au Burkina Fasso m'incite à les examiner.

D'entrée, je dirai qu'un théoricien ne peut et ne doit s'interdire d'avancer des hypothèses, de dessiner des perspectives, sous le prétexte que le monde n'est pas prêt à les recevoir. Son problème, s'il ne veut pas s'enfermer dans une tour d'ivoire, c'est de rechercher les interlocuteurs, les lieux de dialogue, les terrains d'expérimentation.

C'est fait avec les Villes-Lectures. Grâce à elles, à travers les résistances, le poids des idées dominantes, des bureaucraties administratives et politiques, on peut mesurer la distance entre la charte du même nom (AL n°26, juin 89), les "7 propositions", et les possibilités de mise en œuvre. De la même manière, les actions du GREF² dans le Tiers-Monde peuvent alimenter utilement la réflexion.

"L'ALPHABÉTISATION N'EST PAS LA RÉPONSE AU FORMIDABLE BESOIN ÉDUCATIF DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT".

J'imagine les résistances que va rencontrer cette "*PREMIÈRE PISTE DE RÉFLEXION*", qui dénonce "*le piège du réalisme et de l'urgence*" et refuse "*l'alphabétisation comme première étape de l'édifice éducatif*", alors que celle-ci est conçue comme une évidence, aussi bien par l'opinion populaire burkinabée que par les instances internationales où l'on s'accorde sur "*l'universalisation de l'éducation primaire d'ici à l'an 2000*" (UNESCO).

"*Le gigantesque travail commun d'Éducation nouvelle qu'exige l'état du monde*" est-il seulement en gestation ? Quand on a suivi les avatars de cette idée née en France après la première guerre mondiale, animée par l'intention d'en éviter une seconde, on peut être pessimiste. C'est pourtant à ce travail que nous nous sommes attelés très humblement au Burkina Fasso. Ce qui nous permettra peut-être d'en saisir quelques données.

"L'ÉDUCATION DONT LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ONT LE PLUS URGENT BESOIN N'IMPLIQUE PAS UN SYSTÈME SCOLAIRE SUR LE MODÈLE DE CEUX QUE NOUS CONNAISSONS", cette "*DEUXIÈME PISTE DE RÉFLEXION*" devrait être évidente.

Dans mon premier article, j'ai relaté le poids de l'héritage colonial, la fascination exercée par le modèle français. Dans l'encarté ci-dessous, le lecteur en trouvera un exemple supplémentaire, quasiment surréaliste, que je crois bon de rapporter ici puisqu'il a trait à "L'enfant lecteur".

¹ Tous les passages en italiques gras sont extraits de son article.

² Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières.

Une page entière de **SIDWAYA** (la VÉRITÉ) journal national (16 pages), consacrée à "l'enfant lecteur" titre : **Tout faire pour faire aimer les livres** (en bas de page une note indique qu'il s'agit d'une "adaptation synthétique du n°97 de la revue **Autrement**).

Le lecteur est heureux d'apprendre que, "à la maison, à la maternelle, l'enfant découvre les livres. Il les caresse, les feuillette, les mordille..." (inévitablement).

Conclusion du journaliste : "...supprimer l'inégalité d'accès à la lecture, une formidable ambition si les classes ne sont pas surchargées, si les enseignants sont mieux formés et mieux payés, s'ils savent dépasser le stade de la lecture obligatoire pour atteindre celui de la lecture plaisir, si... on peut rêver, non, camarades ?"

Nul doute que les camarades interpellés vont demander au directeur de l'école privée où vont leurs enfants d'adopter "cette formidable ambition".

"PLUS LA SITUATION EST URGENTE ET ÉCONOMIQUEMENT CATASTROPHIQUE, MOINS C'EST AUX ENFANTS QU'IL FAUT S'ADRESSER EN PRIORITÉ". Cette "DEUXIÈME PISTE DE RÉFLEXION" va évidemment à contre courant. Elle ne devrait pas rencontrer beaucoup d'écho à l'UNESCO.

Au Burkina Faso, outre l'intérêt - et les illusions - des classes dominantes qui, comme ailleurs utilisent l'école comme instrument de "reproduction", de nombreux indices montrent que les couches populaires, pour des raisons quelque peu différentes des nôtres, attendent d'autant plus de l'école que les places y sont rares. Quai aux enseignants, bien que peu nombreux, ils sont convaincus de leur mission, et leur influence est (a été ?) considérable.

Enfin, le fait que, du peu de choses qu'on apprend à l'école, ce qui reste essentiellement est "*la manière dont on a été enseigné : l'ordre et la discipline, le mérite individuel, le respect du savoir, la gratitude pour nos bons maîtres...*" convient plutôt bien à cette société très hiérarchisée, à laquelle se heurtent douloureusement les projets émancipateurs (Cf. l'histoire récente de ce pays).

Le faible taux de scolarisation, l'inadaptation et le faible rendement de l'enseignement primaire dont le mince produit n'est pas réinjecté dans le tissu social productif, mais à la ville, dans la fonction publique, l'armée, le commerce, sont, cependant, des facteurs qui pourraient jouer en faveur d'autres priorités. Mais, pour les raisons présentées plus haut, je doute qu'une réflexion en ce sens prenne naissance dans de quelconques colloques et je pense que c'est à partir de réalisations qu'il peut y avoir quelques chances de la voir engager. Proposition dérisoire, étant donnée l'urgence...

Mais quelle Révolution peut-on encore espérer, qui saurait, sans gâchis, proposer d'autres priorités, en faire des hypothèses et non des certitudes, les mettre à l'épreuve, les diffuser sans les imposer, combattre les résistances sans les exterminer, convaincre, travailler sur le long terme ?

C'est dans cet esprit, apporter une aide à des réalisations correspondant aux véritables priorités, que le GREF propose les compétences de ses membres et espère contribuer à une réflexion basée sur une expérience concrète.

Ainsi, un projet se met en place qui vise à engager des écoles dans la lutte contre la désertification, dans deux régions du Sahel.

L'objectif impose aux écoles de rompre avec leurs pratiques traditionnelles. Nous faisons l'hypothèse qu'on ne pourra s'en tenir à des méthodes plus ou moins "actives" et que l'engagement des enfants (et pas seulement ceux des écoles) dans un projet véritablement communautaire pourra s'opérer. Il faudra sans doute veiller à ce que les enfants ne soient cantonnés dans un rôle de main-d'oeuvre, qu'ils puissent assister (participer ?) aux débats, aux prises de décision (alors que tout dans leur statut s'y oppose). Il faudra aider les enseignants pour qu'ils organisent, articulé sur l'action, un travail d'analyse, de théorisation, les inciter à sortir de leur statut pour s'engager eux aussi dans le projet communautaire et pour bâtir une part importante de leur enseignement autour des différents aspects du projet général. Construire avec eux une "pédagogie du projet"?

Si l'on réussit à franchir tous ces obstacles, c'est bien la formation intellectuelle dont parle Jean FOUCAMBERT qui sera mise en œuvre, celle "*qui ne peut-être qu'une dimension permanente du quotidien qui conduit l'acte né de la nécessité de transformer le réel à la pensée qui le théorise*".

Ce projet est en attente et peut encore tomber dans "la trappe institutionnelle" (depuis plus d'un an, les problèmes de préséance, de pouvoir, d'intérêt, réels ou supposés, de choix des lieux, d'équilibre entre les ethnies etc. sont en débat).

Le GREF a pu, non sans difficultés, passer à l'action, mais sur un autre terrain, à Koudougou, au centre éducatif intégré de Bénebnouma.

Ce centre est le fruit d'un projet monté en France par un étudiant burkinabé et un éducateur (de prévention) français dont l'objectif est "*concevoir une pédagogie éducative et non plus sélective*", "*une école où l'enfant et le groupe puissent trouver les outils leur permettant de répondre aux besoins de survie, de vie, d'éducation et d'instruction*".

À défaut d'être "*gigantesque*" il s'agit bien, néanmoins d'un "*travail commun d'Éducation Nouvelle*", commun puisque né d'une collaboration entre militants de pays différents.

Concrètement, Bénebnouma concerne des publics très variés, enfants de 4 à 6 ans, jeunes gens en formation (dactylographie), femmes (formation couture), candidats malheureux au certificat d'études (rattrapage), enfin et surtout enfants non scolarisés ou exclus du système scolaire, ("classe de réinsertion"). Ces derniers fréquentent divers ateliers, menuiserie, mécanique, imprimerie, maraîchage, qui ont pour objectif de produire, s'autofinancer, être des lieux de formation professionnelle.

Le fondateur du centre anime depuis plusieurs années une troupe, recrutée localement, de danseurs et musiciens qui se produisent en France et en Europe et alimentent avec le produit de leurs tournées une partie des finances de Bénebnouma.

Nous sommes ni les premiers ni les seuls à apprécier l'intérêt de ce projet et à vouloir en aider la réussite. LA FOL (Fédération des Oeuvres Laïques) de la Vienne en particulier a su créer un vaste réseau de solidarité et collecter un matériel considérable. Nous ne sommes pas les seuls non plus à avoir constaté l'écart qui sépare les objectifs affirmés et les réalités de sa mise en oeuvre, mais nous sommes sans doute les seuls à avoir osé interpellier les responsables sur cette contradiction, tout en formulant propositions concrètes et offres de service pour les appliquer. Le colonialisme passé, le néo-colonialisme présent, la conscience de nos privilèges, engendrent en effet trop souvent un sentiment de culpabilité qui interdit la franchise et réduit les dons et les aides à leurs seuls aspects caritatifs.

Du fait de leurs engagements passés et présents, les militants du GREF refusent cette culpabilité... et c'est alors que les questions qui alimentent un certain débat philosophico-politique prennent corps :

- la franchise doit "respecter les différences", mais à quel moment ce respect enferme l'autre dans ses traditions, son statut ?

- où s'arrête l'universalité des Droits de l'homme (sans oublier la femme et l'enfant, en Afrique plus encore qu'ailleurs) et où commence "l'occidentalo-centrisme" ? Être solidaire n'est pas toujours facile : proposer nos compétences pour la réalisation du projet, c'est parfois provoquer des réactions de fierté, des sentiments douloureux d'infériorité.

Toutes considérations en contrepoint au texte de Jean FOUCAMBERT. Car, sans verser dans le pessimisme, il n'est pas exagéré de penser que le souhaitable n'est pas toujours possible.

Un travail d'Éducation Nouvelle est donc engagé à Bénebnouma. Sur trois plans. Le premier a pour perspective lointaine d'aboutir à une "*pédagogie du projet*" avec les enfants de la réinsertion et, dans l'immédiat, de faire percevoir la possibilité et l'intérêt d'une pédagogie fonctionnelle. Ces enfants partagent en effet leur temps entre diverses activités "de production", au jardin, dans les divers ateliers et les activités scolaires traditionnelles. Ils forment un groupe d'âges et de compétences très hétérogènes et de ce fait... se trouvent répartis en trois rangées sur le modèle de la classe unique bien de chez nous.

Nous proposons que la "théorisation" des activités de production justifie les apprentissages de la lecture et du calcul, que l'hétérogénéité donne naissance à des pratiques d'entraide mutuelle, les enfants les plus compétents recevant une formation de moniteurs (ce qui, on le sait, ne peut que développer leurs compétences). Je ne peux décrire ici le détail des pistes imaginées. Faciles quand il s'agit de fabriquer des écrits qui soient à la fois supports d'apprentissage et sources d'informations réelles et utiles.

Proposées aux moniteurs, elles révèlent les difficultés liées à la formation de ceux-ci. Rien dans leur (petit) passé scolaire ou professionnel ne leur a permis d'imaginer de telles démarches ni d'exercer leur intelligence à autre chose qu'à la restitution de savoirs transmis. Fabriquer un texte de cinq lignes donnant un point de vue (à discuter) sur l'activité de la veille (ex. : les péripéties de fabrication du compost) ou décrivant une

technologie à partir de pratiques vécues (à la menuiserie), apparaît d'autant plus difficile que vocabulaire et orthographe sont très incertains... Inviter les enfants à "lire" ces textes alors qu'ils ne savent pas lire relève d'une pédagogie difficile à comprendre (comme en France !)... Et à mettre en œuvre : l'écrit est (obligatoirement ?) en français, langue mal ou pas connue, d'où une gymnastique intéressante mais difficile, permettant à la fois d'apprendre à lire et à parler français !³... Donner des conseils à des moniteurs-enfants alors que sa propre pédagogie n'est que reproduction de souvenirs d'école n'a rien d'évident pour un moniteur...

Ces problèmes ne sont pas insurmontables, surtout si les moniteurs se considèrent engagés dans un projet dont ils mesurent et approuvent les enjeux. Il est alors certain qu'une aide amicale et compétente peut jouer un rôle considérable, donner naissance à une autre façon de considérer les problèmes et peut-être ouvrir la voie à des innovations plus pertinentes que celles que nous proposons.

Ce qui est, dans ce secteur de la réinsertion, non maîtrisé par le projet, c'est la réalité économique qui, pour le moment, n'offre pas de débouchés aux différents potentiels de production (sans compter les difficultés réglementaires à surmonter pour l'écoulement éventuel d'une production effectuée dans un cadre éducatif...). "*La pensée qui théorise la transformation du réel*" ne peut s'exercer sur des faire semblant qui, en l'occurrence, se trouvent complètement dépouillés des caractéristiques de la production (rationalité, rigueur, respect du matériel, des outils, précision, contraintes de temps, de qualité, etc.). Pourtant, il suffit de voir la passion de ces enfants pour le bricolage, faute de mieux, à partir de rien, pour être certain du succès d'une pédagogie fonctionnelle.

Le second travail d'Éducation Nouvelle concerne la bibliothèque. S'il est vrai que, partout ailleurs "*l'écrit ne concerne que les enfants mais dans des conditions qui en font un objet totalement exotique dès qu'ils ont franchi les limites de l'école*", il se trouve qu'à Bénébnooma il existe une bibliothèque qu'on nous demande de faire fonctionner. Abrisée dans le plus grand bâtiment du centre, elle nous est apparue un peu insolite lors de notre première visite. Pourvue alors d'une bibliothécaire totalement inactive et vide d'utilisateurs (notamment en temps d'activité du centre) son fonds, assez important, est constitué de dons français révélateurs de certaines attitudes caritatives : le secteur livres jeunesse est bourré de **Martine** et autres Walt DISNEY, et dans le secteur adulte, on trouve aussi bien **Les enfants de l'Oncle Tom**, plusieurs De CLOSETS, LARTÉGUY, Pour connaître la pensée de PLUTARQUE, bref, n'importe quoi de préférence, mais classé, par une compétence de passage, selon Saint DEWEY.

Notre étonnement prudent sur ce (non) fonctionnement ayant été entendu, il en est résulté des mesures un peu formelles. Ainsi, lors de mon second séjour, j'ai pu voir débarquer la classe entière des enfants de 5 ans et assister à une leçon de... livre. Chaque enfant doit prendre un livre, s'asseoir sagement sur le sol, apprendre à tenir le livre à l'endroit, à tourner les pages dans le sens prévu. Ceci à grand renfort de discipline. Quelques enfants sont interrogés sur l'illustration qu'ils ont sous les yeux...

Nous avons donc entrepris "une amélioration de ces pratiques : venue des enfants par petits groupes (sans la maîtresse qui doit s'occuper des autres), animation autour d'un livre réalisée par la bibliothécaire, commençant par un dialogue d'introduction (pratique inusitée mais appréciée des enfants, où l'on s'aperçoit qu'ils ignorent ce qu'est un lion, a fortiori un tigre, quant à l'éléphant beaucoup le découvrent avec le livre présenté), présentation rapide de livres en rapport avec le thème, observation des illustrations du livre choisi, incitations à l'anticipation avant de tourner la page, échanges oraux avec introduction de mots français, apprentissage de chansons et comptines... Chaque petit groupe rapporte, sous forme de dessin, de mots ou phrases en gros caractères, une information différente et la maîtresse a pour mission de faire parler, raccorder ces informations et... peut-être, d'en faire un usage pédagogique rompant avec les pratiques dominantes (travail d'accompagnement en cours). L'aide apportée à la bibliothécaire porte des fruits très rapidement. Charge à elle d'échanger avec les bénéficiaires sur les prolongements ou les orientations de ses animations.

³ Cette situation est de règle dans tous les CP, avec deux différences à méditer : l'utilisation de la langue maternelle est prohibée, et le déchiffrement étant la règle, les enfants ne peuvent même pas donner du sens aux mots qu'ils prononcent tant bien que mal !

Autre tâche dans laquelle nous l'avons entraînée : le journal qui fait l'objet du troisième travail d'Éducation Nouvelle entrepris par le GREF.

Le projet Journal s'efforce de correspondre très modestement à la troisième PISTE DE RÉFLEXION : "L'ÉCRIT DOIT ÊTRE INTRODUIT DES LE DÉBUT POUR CE QU'IL A DE PLUS SPÉCIFIQUE DANS SON EMPLOI LE PLUS ÉLABORÉ : UN OUTIL DANS LE PROCESSUS DE FORMATION INTELLECTUELLE".

Les pratiques AFL d'écrits "en circuits courts" doivent sans doute quelque chose aux progrès techniques qui mettent à notre disposition micro-ordinateurs, Publication Assistée par Ordinateur, photocopieuse. Nous avons réalistement considéré que le limographe serait mieux approprié aux conditions africaines et, en fin de compte, utilisé un duplicateur à alcool provenant d'un don en attente d'emploi. Dans un premier temps, le GREF a acheté stencils et papier, frais qui resteront un problème à résoudre, ou une priorité à admettre, si le journal devient une nécessité... Ces aspects matériels ne peuvent être négligés : ils peuvent décider de l'existence d'un écrit vivant et utile dans des univers qui en sont privés.

Ce que nous avons entrepris à Bénebnoma dans une situation certes particulière, doit nous permettre d'explorer les possibilités de ces écrits en circuit court de connaître les difficultés à surmonter, liées aux mentalités, aux traditions, à la culture, etc. Les objectifs que nous avons proposés (comptant surtout sur les premières réalisations pour les expliciter concrètement) visent à permettre aux différents acteurs et secteurs de se décrire pour se connaître (eux-mêmes et mutuellement) pour faire naître un sentiment d'appartenance à une communauté, de partenariat dans un même projet global, et, en conséquence, de transformer des exécutants en acteurs créatifs et pleinement conscients des enjeux socio-éducatifs, voire politiques ?

Le journal, par ailleurs, introduit dans l'esprit des moniteurs et enseignants, comme dans celui des usagers, l'idée de fonctionnalité de l'écrit (lecture et production d'écrits) et peut (devrait) servir de base à la transformation des enseignements. Pour ce journal, nous avons imposé quelques règles : il doit bien s'agir d'articles, style et forme, préoccupation du lecteur, etc.

Les auteurs (pour l'instant les "nasaras" du GREF) se basent sur des interviews ou des écrits, donnent un point de vue incitant à la discussion, la contestation, le journal devant être le plus possible "interactif", donner lieu à des débats oraux et écrits au cours desquels le projet sera théorisé, investi, éventuellement réorienté, deviendra réellement collectif..

Les premiers interviewés ont été les jeunes femmes de l'atelier couture-broderie-tricot. Une ébauche d'article leur a alors été soumise. La majorité de ces jeunes femmes ne savaient pas lire, mais quelques-unes étant également élèves de la classe de dactylographie ont pu jouer le rôle de lectrices publiques et, après discussion, d'écrivains publics pour noter remarques, compléments.

Ce dernier écrit a servi de base pour l'article définitif découvert avec passion dans le journal. La réunion pédagogique qui a suivi a montré que ces informations constituaient pour beaucoup une véritable découverte.

Nous avons entrepris, bien sûr, de poursuivre l'opération, en l'adaptant, aux autres secteurs. Des dysfonctionnements, des insatisfactions ont ainsi pu faire surface, qu'il a fallu gérer avec diplomatie. Ce qui doit contribuer à rapprocher le projet général de réalités concrètes. Nous voulons espérer que le processus de théorisation issu de "la transformation du réel" pourra être croisé avec les données économiques et sociales du quartier, du pays, et faire percevoir la dimension fondamentalement politique de la promotion collective que Bénebnoma est en mesure d'inventer.

Au sentiment de dérisoire qu'on peut ressentir, vu de France, et devant l'énormité des problèmes que connaît le continent africain, on peut opposer le sentiment d'utilité qu'on ressent sur le terrain... Aussi, terminerai-je sur un nouveau vœu : qu'on réfléchisse sur les potentiels et les formes possibles du journal, considéré comme "*un outil dans le processus de formation intellectuelle*" et (peut-être de "*transformation du réel*") particulièrement adapté aux situations de pénurie qui sont celles, et pour longtemps, du Tiers-Monde.

RAYMOND MILLOT

N.B. Les militants de l'AFL étant condamnés à atteindre la retraite, et s'ils ont du mal (et quelque lassitude) à poursuivre leur combat dans leur cadre de vie, pourront si cet article les y encourage, prendre contact avec le Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières. 28, Boulevard Bonne Nouvelle - 75010 PARIS.